

B i b l i o t h è q u e
des
HISTOIRES

Espion

**Une anthropologie historique
du secret d'État contemporain**

par

ALAIN DEWERPE

nrf
Éditions Gallimard

Larvatus prodeo

Monte la côte et demande. Ici commence le Grand Jeu.

LE GRAND JEU

L'espion est l'homme du secret.

Les pratiques dont il fait l'expérience et les représentations dont il est l'objet concernent un ensemble de savoirs qui ne doivent être connus que de quelques-uns et doivent être cachés aux autres, savoirs singuliers qui doivent être « réservés » à certains et point à d'autres, savoirs que leur détenteur se doit de ne pas révéler. Dans l'ordre politique, le xx^e siècle a nommé « renseignement » la recherche de ces informations mises à l'écart grâce à une opacité politiquement et socialement construite. Dans un monde social où l'information politique demeure un bien rare qui ne circule pas arbitrairement, un circuit fermé du secret fait que la recherche d'informations secrètes doit également être secrète et que ceux qui la mènent doivent être aussi clandestins que l'est leur action. Après s'être mis en place au xix^e siècle, avoir vu depuis son assise s'élargir, tant par le nombre de ceux qui y participent et par son coût, économique, politique et symbolique, qu'en raison de la diffusion des pratiques qui l'activent et des valeurs sociales qui le légitiment, ce circuit du secret s'est dilué dans la société, s'est imposé à ses partisans comme à ses adversaires, à ses acteurs comme à ses spectateurs, bref a constitué un modèle politique, culturel et social.

Il est aisé de constater que la diffusion des schèmes de la pensée clandestine, son vocabulaire, ses procédés, ses actions, grâce à de très nombreux et très efficaces vecteurs de communication, est aujourd'hui infiniment plus large — non seulement dans la fiction mais aussi et peut-être surtout dans les schèmes généraux de perception du monde social par les acteurs et le

public — que l'espace politique que le renseignement contrôle directement, que l'expérience directe qui lui est associée et que l'effet historique qu'ordonnent ses pratiques : l'espace imaginaire de l'espion est incommensurablement plus large que son espace réel. Qu'il s'agisse des secrets d'État et de leurs détenteurs ou des actions politiques secrètes, comment ne pas constater l'inflation des discours et des représentations que notre société produit chaque jour à leur propos ?

Il y a à cela une raison. Le secret est inscrit en profondeur dans les sensibilités et les pratiques sociales contemporaines. Il réfléchit des comportements spécifiques de la modernité occidentale et en signale des enjeux essentiels. Enjeux politiques d'une part, dans l'existence de micro-sociétés secrètes, publiques, comme les grandes bureaucraties secrètes, dont la création, la croissance et l'institutionnalisation, qui sont récentes, convoquent les relations qu'entretiennent les citoyens et l'État comme celles qu'entretiennent les États entre eux ; ou privées, comme les groupements politiques clandestins, partis, organisations et groupuscules, sociétés de pensée ou d'influence, qui se sont, eux aussi, développés à l'époque contemporaine et nous donnent à voir un rapport particulier des citoyens aux pouvoirs. Enjeux politiques, encore, dans l'usage quotidien, plus ou moins pacifié, qui est fait du secret dans le champ politique d'opinion publique, dans les silences et les tromperies qui investissent les actes des États, de leurs appareils, des partis, des groupes et des hommes politiques, dans les conspirations et les complots enfin. Enjeux culturels et psychologiques d'autre part, dans l'expérience originale du secret, de la dissimulation et de la ruse, que partagent, dans des situations très hétérogènes, des agents divers, militants clandestins et marginaux pourchassés, hommes d'État et hauts fonctionnaires, officiers de renseignement et indicateurs de police, simples particuliers poussés par les malheurs des temps dans la clandestinité, expérience qui ressortit, par-delà tant les contrastes extrêmes des situations vécues que les conditions sociales et politiques qui les ont rendues possibles, d'une même configuration du secret. Enjeux culturels et psychologiques, encore, dans la participation collective de spectateurs, citoyens à l'affût d'affaires d'État réelles ou supposées, ou avides lecteurs de romans d'espionnage, pour qui l'être dédoublé, masquant son essence par une vie divisée et opaque, renvoie à de bien prégnantes mythologies.

Une monographie consacrée à l'espion introduit, m'a-t-il semblé, à plusieurs problèmes entrecroisés, en raison même des positions qu'occupe cette figure socialement déterminée et historiquement construite. L'espion est celui qui découvre des secrets : il est en cela l'agent de la révélation, apte à nous permettre de comprendre tant ce qui, dans la sphère politique contemporaine, doit être mis au secret et les moyens utilisés afin d'organiser cette mise en réserve, que ce qui peut être dévoilé et les conditions dans lesquelles s'opère cette subversion. L'espion s'inscrit dans des formes particulières de socialisation du secret : il participe d'une équipe, dont l'étude nous apprend certaines conditions d'exercice du secret contemporain. Les manières par lesquelles l'espion apprend le secret sont des modes singuliers de connaissance : quelle signification attribuer à cet appareillage secret d'une épistémologie occulte ? Enfin, l'espion est une figure de la division du moi, celui qui n'est pas ce qu'il paraît être, qui est divisé, contre les autres, mais aussi, et peut-être surtout, contre lui-même : ce personnage s'inscrit donc dans la construction historique de l'individualité contemporaine.

Une histoire du secret est bien problématique parce qu'elle met aux prises un invariant de l'espace politique avec les conditions spécifiques de possibilité de ses usages. Une prise de partie historique se devrait de suggérer l'existence d'une rupture dans l'usage du secret d'Ancien Régime ou, du moins, d'une flexure qui vaudrait pour réorganisation de dispositifs antérieurs ; elle exigerait l'explicitation des logiques particulières qui auraient débouché sur une crise du secret de l'âge moderne qui a précédé le nôtre, le déchiffrement des modalités du passage d'un secret à l'autre, l'étude des traits distinctifs d'une nouvelle configuration cryptique. On peut supposer en effet que chaque époque de l'histoire de l'État et du politique a des secrets qui prennent un aspect original, à laquelle correspondent des formes, elles aussi singulières, de s'en emparer et de le conserver, bref qu'il y a une histoire du secret d'État. On peut également supposer que chaque époque gère à sa manière la ruse, l'occulte, la réserve, bref qu'il y a une histoire de la clandestinité. Pourtant, rien n'apparaît si peu marqué par l'histoire que l'usage du secret, comme si la pratique de la dissimulation, de la tromperie, du silence, relevait d'une immobile et invariante nature du politique. Il y a depuis longtemps, on le sait, des conspirations, des traîtres et des espions et le fait du secret paraît si conforme à

l'ordre des choses, si inscrit dans l'acte politique et si inévitable que, à la façon de la domination ou de la hiérarchie sociales, il est décrit sous les auspices d'une permanence qui semble défier toute historicisation. L'on sait aussi pourtant que des pratiques et des représentations les moins historiques en apparence — qu'il s'agisse du corps ou de la nature — ont en réalité leur diachronie. L'histoire du secret relève ainsi, elle aussi, d'une temporalité aussi lente qu'imperceptible, aux glissements impalpables, aux scansions assoupies et aux rythmes pétrifiés. Cette histoire dormante, aux flexures presque inaudibles, lie à une genèse lointaine, où vient puiser le principe sur lequel se fondent sa mise en œuvre et ses usages, les adaptations sociales historiquement construites qui en assurent, sans qu'on y prenne garde, la reproduction et la métamorphose.

Un regard nouveau sur le secret, associé à des pratiques originales, et dont l'espion contemporain est l'éloquent symptôme, s'est en effet fait jour : une posture originale est née. On suppose communément aujourd'hui que notre temps a partie liée avec la distribution extrême de l'information, le dispositif explicite du contrat, le jeu ouvert de la science, bref avec une transparence impliquée par la politique libérale et démocratique, revendiquée par le public ou exigée par les masses, assurée par les logiques de la raison, garantie par l'ordre de la loi. Le principe de publicité, posé avec les Lumières, a été pourtant retravaillé en profondeur depuis son initiale affirmation : sans disparaître, il s'est transformé. La rupture est ici éclatante avec ce programme combinant progrès, science, libéralisme, démocratie, révolution, en bref, tout ce qui éclaire et tout ce qui est, ou doit être, en politique, transparent ; une lente translation, qui concerne la conception de la guerre et les rapports des peuples à la politique, des gouvernants aux masses, de l'État au citoyen, de l'individu à la nation, du moi à lui-même, mène, dès la fin du XVIII^e siècle même, à une réhabilitation ambiguë de l'opacité politique.

Que signifie donc cette singulière affirmation de l'obscurité, de l'inconnaissable, du réservé, de l'occulte, quelle signification donner à cette *ostentatio arcanorum* de l'âge de la transparence contemporaine ? Recourir au secret, dans la paix comme dans la guerre, avec plus ou moins de facilité, l'analyser, l'expliquer, le justifier ou le récuser sont autant de signaux, répondant à des conditions de possibilité précises, qui éclairent un mode de penser et d'agir. On soupçonne en quoi la prise de parti sociale

de constituer, au XIX^e siècle, les pratiques du « renseignement » en une entité autonome, en un ensemble de représentations propres, en une combinatoire de techniques politiques, transforme notre rapport au secret : c'est ce que donne à lire l'invention d'une guerre singulière à qui l'on a donné, au XX^e siècle, le nom de guerre secrète. La formation d'un droit spécifique national et international, l'établissement d'une doctrine d'emploi, l'élaboration de technologies sociales professionnalisées, préparées elles aussi au XIX^e siècle dessinent un nouvel outillage intellectuel et mental ; la bureaucratisation, la fixation d'usages, la diffusion de schèmes de comportement dessinent de leur côté un nouvel univers de pratiques sociales ; l'émergence d'un mode de vie, la constitution d'un genre littéraire, la diffusion d'un réseau d'affects et d'émotions dessinent enfin les traits d'une nouvelle étape dans l'histoire de l'individu et de ses sensibilités. C'est dire, en d'autres termes, que lorsqu'elle invoque la transparence la société contemporaine ne se donne pas pour fin, en une sorte de désir univoque et absolu, et comme on pourrait le croire dans une vue superficielle, l'abolition du secret, mais bien plutôt qu'elle travaille à reconstruire une frontière nouvelle du secret et du manifeste : c'est sur cette frontière originale que veille l'espion du XX^e siècle, celui qui cherche à abolir le secret et qui donne à voir en révélant, mais aussi celui qui se cache dans ce dévoilement, joue de cette réserve et de cette dissimulation, met à part et se met à part, figure ambivalente de qui abolit le secret et le conserve, de qui l'attaque et le protège.

Deux axes organisent cette posture nouvelle.

Le premier : le secret d'aujourd'hui s'inscrit dans les transformations structurelles de l'histoire du champ politique des deux derniers siècles, qui ont imposé la politique de la transparence et le marché ouvert des idées, des programmes et des actions. De son organisation, qui est à la fois définition d'agents spécifiques, d'enjeux particuliers, de types de capital efficace à l'obtention et à la conservation du pouvoir politique, et système cohérent de moyens, de pratiques, de gestes et de paroles, de pensées et de sentiments susceptibles d'être adaptés à ses fins particulières, découlent en effet la forme et l'intensité du recours au secret, les discours qui le légitiment ou le stigmatisent, les actes qui l'activent ou le subvertissent. Les transformations du champ politique depuis la fin de l'Ancien Régime ouvrent ainsi, au-delà

des conditions les plus lointaines d'une genèse qui s'inscrit dans la fondation de toute politique, à une étape originale de l'histoire du secret. Et ce n'est pas seulement que les modalités nouvelles de ce dernier s'inscrivent en face de la part de publicité que mobilise la structure du champ politique d'opinion publique, avec ses libertés personnelles et civiques, sa presse et son édition, ses partis, ses élections et ses manifestations : c'est que publicité et occulte y sont dans une relation spéculaire. Le champ de la transparence politique a, lui aussi, ses secrets ; mieux, il est le seul à devoir, en distinguant ce qui doit être mis en réserve, travailler la frontière entre le secret et le public. À cette mutation du champ politique correspond une transformation parallèle de la relation des agents au secret, qu'il s'agisse de ceux qui en sont investis comme de ceux qui en sont exclus, acteurs ou spectateurs, équipe clandestine et public : de la place qu'ils y occupent et des enjeux qui fondent leur lutte dépend cette transformation de l'aptitude à y recourir. Dans le régime d'opinion publique, l'usage du secret s'inscrit, en le révélant, dans le rapport entre ceux des agents qui y possèdent les compétences d'une participation active et ceux qui, dépourvus de ces compétences, sont réduits à une participation passive ; et l'état actuel du champ, en organisant ces relations, renvoie aux modes historiquement construits de structuration de l'accès au savoir politique et, partant, de mise en réserve de ce savoir, en d'autres termes, à la genèse historique du secret comme forme et enjeu de la domination politique dans le régime de la publicité contemporaine.

Le second : un lien étroit s'est tissé entre les pratiques et les représentations du secret et les figures de l'individualité. Ou, si l'on préfère, le secret d'État croise le secret privé et la limite entre secret et public redouble la frontière nouvelle qui sépare sphère publique et sphère privée. Il s'agira d'interroger la manière dont la figure contemporaine du secret politique s'ancre dans les nouveaux rapports qui se sont fait jour entre l'intime et le public et dessine un nouveau visage de l'individu. Individu comme sujet politique : d'où le caractère stratégique des transformations de la configuration qui affecte les rapports entre l'individu et l'État et le citoyen et son prince, en ce lieu où se jouent de manière décisive l'articulation entre l'occulte et le manifeste, la frontière entre le public et le privé, la règle constitutive d'un espace réservé. Individu comme sujet privé :

l'agent secret, ce poisson dans l'eau de la société de masse, passerait aisément pour une figure emblématique de l'individualité contemporaine ; la clandestinité serait, d'une part, la face extrême de l'anonymat de chacun et cette invisibilité de la personne renverrait paradoxalement à l'omniprésence de ce même individu ; elle serait aussi, d'autre part, l'expression la plus socialement visible du clivage personnel et ce clivage renverrait à la scission du moi et au doute qu'il éprouve sur lui-même. Aussi la place attribuée à l'espion renvoie-t-elle tant aux relations entre le sujet politique et le prince et aux actes légitimes de l'un et de l'autre, qu'à la frontière entre les sphères privée et publique où s'articulent leurs intimités spécifiques. En ceci, l'espion a partie liée avec les conditions d'émergence et de structuration — entre unité et pluralité — du moi contemporain. À côté du secret privé, secret de l'individu, secret des familles, secret des professions, qui sont autant d'instances constitutives de l'émergence du sujet contemporain et auxquelles il s'entremêle, le secret politique est un segment d'une économie générale contemporaine du secret.

L'étude de l'espion vise dès lors à rendre raison des conditions de possibilités du secret dans une culture politique de la transparence et à analyser, non comme un mystère mais comme un phénomène trivial, les protocoles du secret politique contemporain, d'explicitier des hypothèses et de proposer des pistes de recherches sur un terrain paradoxalement bavard et presque vierge¹. Il s'agira, à partir d'une étude de cas, d'étayer l'hypothèse selon laquelle la société contemporaine a construit son propre dispositif du secret, dispositif socialement déterminé par les usages, historiquement construits, que lui propose la structure, elle aussi historiquement construite, du champ politique d'opinion publique. Il est intéressant ici de noter à quel point est grande la réticence du monde savant à s'engager dans un tel registre. Seule peut-être, la politologie américaine, qui inscrit l'étude du « renseignement » dans une perspective étroitement fonctionnaliste, échappe à cette indifférence. Ailleurs, autant la science politique est imprégnée d'un lexique de la publicité, autant elle méprise le secret, comme si l'une était pensable sans l'autre. On ne peut rendre raison de ce refus de prendre en compte des phénomènes vulgaires, petits et grands complots, techniques, considérées comme enfantines ou marginales, de la clandestinité, stratégies de la manipulation, existence de bureaucraties spécialisées, attestés par une documentation tout aussi

vulgaire, tels les récits de vie et d'aventures des espions ou les essais scandaleux de journalistes, sans convoquer tant la censure de la domination politique qui est au principe des schèmes explicatifs qu'elle met en œuvre, tant le fait qu'elle tend à reproduire, sur le mode lettré, l'image avouable que l'État propose au public, qu'enfin la posture noble du monde savant dont elle relève, portée à rejeter la marginalité et le vulgaire, et à préférer les nier plutôt que de prendre le risque de se voir imputer une théorie conspiratoire, elle aussi vulgaire, du politique².

Trois paradoxes font obstacle à ce projet. Le premier réside dans la nature clandestine du sujet et de la documentation qui lui est associée : le fait que le chercheur soit un *outsider* semble la rendre impraticable. La documentation pose en effet un problème particulier et complexe : comment le secret peut-il se dire, comment la loi du silence peut-elle se déliter ? Ce qui se dit peut être trompeur : n'y aurait-il pas quelque malin génie cherchant à nous bernier ? Au demeurant, les espions du xx^e siècle ont beaucoup écrit et l'on a beaucoup écrit à propos des espions : agents, mouchards, préfets de police, chefs des services spéciaux, juristes, écrivains, journalistes ont contribué chacun à leur manière à rédiger les protocoles du secret d'État contemporain. Commençons par les lire. Le deuxième : si la volonté de savoir portant le programme de la « science de la police » comme celui du « renseignement » s'est, d'un côté, historiquement inscrite dans un rationalisme éclairé, puis dans un positivisme scientifique, produit historiquement déterminé de la translation à la sphère politique de l'hégémonie de la conception scientifique et technique du xix^e siècle, elle est associée, d'un autre côté, à un puissant investissement imaginaire dans l'occulte, au goût des ténèbres et à la passion de l'ombre. Cette tension travaille en profondeur l'économie psychique de l'homme contemporain. D'une part, une épistémologie du secret mettant au jour un programme, une doctrine, une méthode de connaissance, construits en parallèle avec l'émergence et l'affirmation des sciences de l'homme, en une gigantesque opération d'éclairage du monde social et politique ; de l'autre, un processus ininterrompu de mise en réserve et de dévoilement contradictoire qui construit et abolit le secret selon une singulière logique politique du mensonge et de la manipulation, bref une opération tout aussi gigantesque de masquage et de dissimulation. Troisième paradoxe, enfin :

comment rendre compte de la politique secrète, non seulement sans adhérer à une théorie conspiratoire du politique, mais en construisant une analyse du champ politique qui permet, en analysant ses conditions de possibilité et ses effets, d'intégrer cette théorie conspiratoire, conçue comme idéologie professionnelle et comme schème de perception du politique par le sens commun, dans une histoire du secret d'État ?

Dans la mesure où il ne s'agissait pas ici de révéler des secrets mais de réfléchir sur les usages du secret, on a assumé pleinement le rôle d'*outsider*. On ne trouvera donc ici aucune nouvelle information, aucun entretien avec des acteurs, aucun dépouillement de sources mystérieuses ou inaccessibles au commun, mais seulement une lecture critique de la documentation publique, disponible en bibliothèque³. À cet égard, il s'agit d'un travail d'historien travaillant sur sources imprimées. Le caractère « spécial » du sujet, que dénotent, pour ce qui concerne les « services secrets », l'absence à peu près totale de sources d'une part, la grande difficulté à vérifier l'information d'autre part, peut également légitimement conduire à considérer cet ouvrage comme un roman vraisemblable. Nous nous sommes en effet attaché à organiser, avant que de décider de la réalité des pratiques mises en œuvre, l'inventaire de la trame narrative du récit d'espionnage, tous genres confondus, et à construire le catalogue raisonné des énoncés du secret d'État. Il est fort difficile de trancher entre les opinions qu'ils expriment, mais cette difficulté importe peu dès lors que nous les prendrons comme signifiants, « révélateurs ». Signes de la divulgation, traces du dévoilement, archives de la révélation, ils rédigent le protocole du secret politique de notre société et de notre culture. En prenant au sérieux ces énoncés, parfois futiles, souvent inquiétants, mais toujours constitutifs de régularités discursives historiquement déterminées, et bien qu'ils soient issus d'une foisonnante documentation, hétérogènes de par leur origine et de statut parfois imprécis, nous nous sommes en effet fixé comme fin non de statuer sur l'exactitude de ces textes mais de les comprendre, convenant qu'ils expriment, vrais ou faux, réels ou imaginaires, une vérité sur l'économie contemporaine du secret et qu'ils se révèlent ainsi, paradoxalement, comme la parole de ce qui aurait dû être tu.

REMERCIEMENTS

Que soient très chaleureusement remerciés ceux qui m'ont fait l'amitié de m'écouter avec patience et de me faire part de leurs réactions, de leurs suggestions, de leurs informations : Ladan Boroumand, Marie-Noëlle Bourguet, Catherine Brice, François Dumont, Jacqueline Lalouette, Martine Lemalet, Frédérique Matonti, Dominique Memmi, Daniel Nordman, Jacques Revel, Jean-Pierre Salgas.

I

ARCANA IMPERII

CHAPITRE I

Le mal nécessaire

L'ACTE INFÂME

À première vue, la neutralité, de façade. En réalité, le dégoût, devant l'abjection. À la fin du xvii^e siècle, l'espion est « celui qui épie et vient observer la conduite des gens pour en faire son rapport, afin que ceux à qui il en fait le rapport en tirent avantage ou prennent leurs mesures pour agir », que suit : « L'espion a été pris et pendu ¹. » En évacuant l'espionnage privé et en se limitant à l'espion d'armée, cette « personne que l'on paye pour examiner les actions, les mouvements, etc., d'une autre & sur tout pour découvrir ce qui se passe dans les armées », l'*Encyclopédie* réduit l'espionnage à une fonction ; si « quand on trouve un espion dans un camp, on le pend aussi-tôt », il n'y a ici rien de péjoratif : l'espion est même, dans ces affaires militaires, utile voire indispensable². Mais à côté de ces définitions neutres, qui ne mettent en avant que les coûts, certes élevés, de l'acte, le *Dictionnaire de l'Académie*, en 1694, fait de celui qui « espie, observe secretement et adroitement quelqu'un pour luy nuire » un être méprisable : « C'est un vilain mestier que d'espionner ³. » Un siècle et demi plus tard, Littré persiste dans ce rejet : à la définition neutre (de « celui qui se glisse dans le camp ennemi pour surprendre les desseins des chefs » à la « personne de la police chargée d'épier la conduite et les projets des personnes en état de suspicion », et à « celui, celle qui surveille par intérêt ou par curiosité les actions d'autrui »), font écho à la fois le risque encouru (« quand on prend un espion, on le fusille presque toujours »), la formule désormais canonique (« c'est un vilain métier que d'espionner ») et la connotation péjorative du choix

ALAIN DEWERPE

Espion

Une anthropologie historique du secret d'État contemporain

Ce livre élève le secret au rang de problème historique.

La formation des services de « renseignement » au XIX^e siècle, l'invention de cette guerre singulière à quoi l'on a donné, au XX^e siècle, le nom de « guerre secrète », le développement d'un genre littéraire foisonnant, le roman d'espionnage : autant de signes d'une mutation profonde, autant de traits dont la confluence, au carrefour des techniques politiques et de l'imaginaire social, fait apparaître une dimension inattendue du contemporain.

La place du secret montre à quel point le principe de publicité posé par les Lumières a été retravaillé au sein de nos régimes. Une frontière essentielle sépare ce qui doit être mis en réserve et ce qui peut être livré à la transparence de l'opinion publique. Ce partage organise la modernité politique.

Par ailleurs, un lien étroit s'est tissé entre les pratiques et les représentations du secret et les figures de l'individualité. Nous sommes tous des clandestins. En cela, l'espion a partie liée avec la construction du moi d'aujourd'hui.

L'espion est un chiffre de notre condition, dont le décryptage ouvre sur une authentique anthropologie du présent.

Alain Dewerpe est directeur d'études à l'École des hautes études en sciences sociales.



9 782070 737796



Extrait de la publication 94-IV A 73779 ISBN 2-07-073779-9

175 FF tc